Résumé

Depuis la fin des années 1980, la libéralisation du commerce et des marchés des capitaux, alliée à des politiques macro-économiques prudentes, a permis à un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique du Sud d'attirer d'importants IED. Le Chili offre aussi un bon exemple des avantages d'une libéralisation réussie des échanges. Dans le présent document, nous utilisons le cas du Chili pour examiner comment une déréglementation plus poussée des marchés de capitaux peut améliorer le climat d'un pays du point de vue des finances et des investissements.

Les capitaux étrangers peuvent servir à financer les investissements et à stimuler la croissance économique dans le pays récipiendaire. Toutefois, on craint que les entrées importantes de capitaux à court terme aient des effets macro-économiques moins souhaitables, comme des pressions inflationnistes, l'appréciation du taux de change réel et l'augmentation des déficits du compte courant.

- Il y a une option en matière de politiques qui restreint la sortie des capitaux investis pour une période de temps donnée.
- Il y a une autre prescription issue des politiques qui requiert des dépôts (ou des réserves) obligatoires sur le crédit international.

De tels plans sont conçus pour fournir une plus grande autonomie aux politiques macro-économiques, en ralentissant les mouvements de capitaux internationaux. Toutefois, la justification, l'efficacité et le caractère souhaitable des mesures de contrôle des capitaux ont été sérieusement mis en doute. Les éléments suivants ressortent de nos recherches.

- Les marchés financiers internationaux vont vraisemblablement mettre au point des mécanismes raffinés pour contourner les règlements nationaux visant les mouvements de capitaux, de sorte que les mesures de contrôle des capitaux ne réussiront pas nécessairement à segmenter les marchés de capitaux internationaux.
- Si elles sont efficaces, les mesures de contrôle des capitaux réduisent l'efficacité économique en restreignant les échanges et les